

Nantes le 3/11/2025

La démocratie est-elle menacée ?

Arnauld LECLERC

Professeur de Sciences Politiques

La démocratie est-elle menacée ?

Introduction : Progrès ou recul de la démocratie ?

- Les vagues de démocratisation
- Le recul de la démocratie

I – La démocratie est structurellement fragile

- Les menaces externes
- Les menaces internes :
 - ✓ La défiance à l'égard des institutions
 - ✓ La démocratie des crédules : information et réseaux sociaux
 - ✓ L'abstention
 - ✓ Le vote protestataire

II – La démocratie est résiliente et à rénover

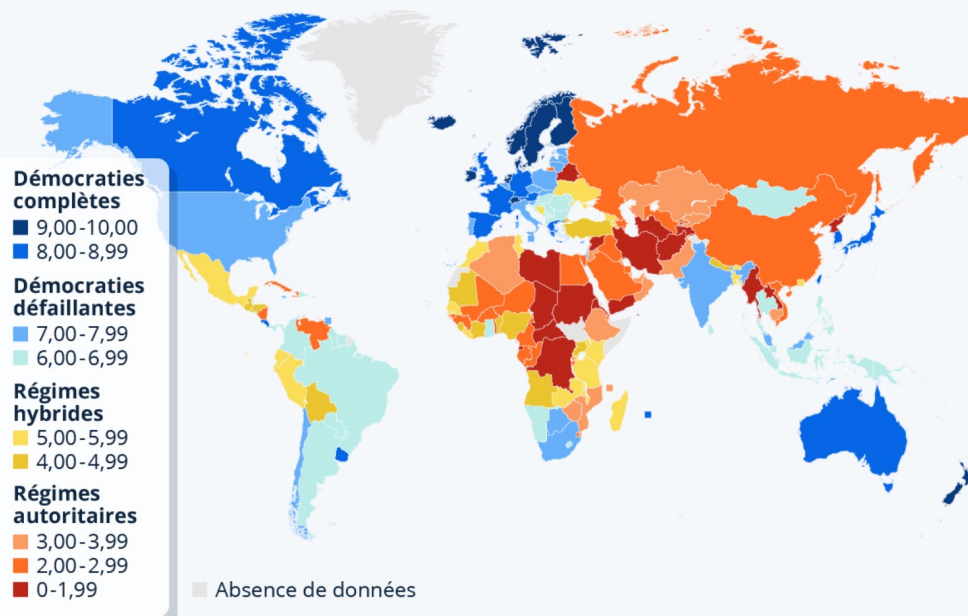
- La démocratie est un idéal politique
 - ✓ Les idéaux de la démocratie antique
 - ✓ Le triomphe de l'élection
 - ✓ L'évolution de la démocratie représentative
- Le soutien au système démocratique
- L'exigence de rénovation de la démocratie
 - ✓ Consolider la démocratie représentative par la participation et la délibération
 - ✓ Un exemple : Rénover les partis politiques
 - ✓ Rééquilibrer la V^{ème} République

Introduction : Progrès ou recul de la démocratie ?

Les vagues de démocratisation

La démocratie dans le monde

Pays et territoires classés selon l'indice de démocratie en 2023*



* Sur la base de l'évaluation de 60 indicateurs regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit

- 1^{ère} vague au cours du XIX^{ème} siècle : les démocraties historiques comme le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Suisse, la France, le Canada, l'Australie... s'installent.
- 2^{ème} vague aux lendemains de la seconde guerre mondiale : en Europe de l'ouest (Allemagne, Italie...), en Asie (Japon, Inde...), en Amérique latine (mais retour en arrière dans les années 1960 en Argentine, Brésil, Pérou, Chili).
- 3^{ème} vague à partir de 1974 : Portugal, Grèce (1974), Espagne (1977), Argentine (1982), Uruguay (1983), Brésil (1984), Philippines (1986), Corée du Sud (1987).
- Accélération de cette 3^{ème} vague après la chute du mur de Berlin :
 - ✓ L'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale ;
 - ✓ Une partie importante de l'Afrique sub-saharienne.
- Cette vague se stoppe aux débuts du XXI^{ème} siècle ; un processus inverse de retour vers un autoritarisme s'installe

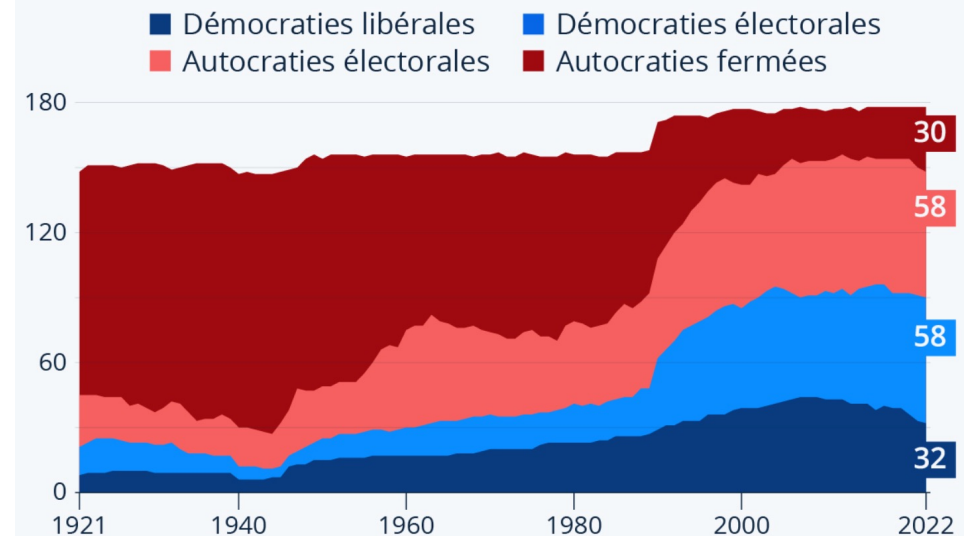
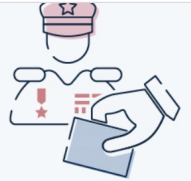
Le recul de la démocratie

L'illusion de la victoire inéluctable de la démocratie

- Francis Fukuyama écrit *La fin de l'histoire* [1992] et soutient que la démocratie est « le point final de l'évolution idéologique de l'humanité », « la forme finale de tout gouvernement humain ». La fin de la guerre froide traduirait la victoire définitive de la démocratie libérale représentative.
 - Elle a vaincu les monarchies héréditaires de l'Ancien Régime
 - Elle a vaincu les totalitarismes du nazisme, du fascisme, du stalinisme
 - Elle a vaincu l'empire soviétique.
- Cette « victoire inéluctable » est contredite par les faits :
 - Échecs de l'exportation forcée de la démocratie en Afghanistan, en Irak
 - Échecs des transitions du « printemps arabe » (Égypte, Lybie, Tunisie...)
- Le recul de la démocratie est spectaculaire (V-Dem et EIU de *The Economist*)
 - 72% de la population mondiale vit dans des régimes autoritaires soit fermés (Chine, Vietnam...), soit électives (Algérie, Pakistan, Inde...). C'est un record depuis 1978.
 - 12% (0,9 milliard) vit dans une démocratie libérale. Essentiellement en Europe et Amérique du Nord.
 - 17% vit dans une « démocratie illibérale » (Brésil, Mexique, Nigéria...)

La démocratie en recul

Évolution du nombre de régimes politiques dans le monde selon le type *



* Régimes politiques basés sur la classification de Lührmann et al. (2018) et l'évaluation du projet V-Dem.

I – La démocratie est structurellement fragile

Les fragilités : les menaces externes

La permanence des menaces externes

- La démocratie athénienne a été très isolée. Elle fut en permanence sous la menace de contre-modèles : le modèle autoritaire de la Perse ou celui totalitaire de Sparte. Elle l'emporta face aux deux mais tomba avec la constitution de l'empire d'Alexandre.
- Les cités italiennes de la Renaissance (Venise, Florence) expérimentèrent la participation de tous. Elles furent menacées par les États puissants oeuvrant en Italie (Vatican, Espagne, France, Saint-Empire).
- Le « gouvernement représentatif » initié par la Révolution française fut vécu comme une menace par toutes les monarchies héréditaires en Europe. Mais la démocratie représentative s'imposa malgré tout.
- Dans les années 1930, les contre-modèles totalitaires (nazisme, fascisme, stalinisme...) furent puissants et contestèrent ouvertement les démocraties libérales qui s'imposèrent malgré tout.
- Désormais, les régimes autoritaires comme la Russie ou la Chine contestent la pertinence de la démocratie libérale représentative. Ils cherchent à déstabiliser ces sociétés y compris en propageant « leurs valeurs ».

Les ingérences étrangères dans les élections

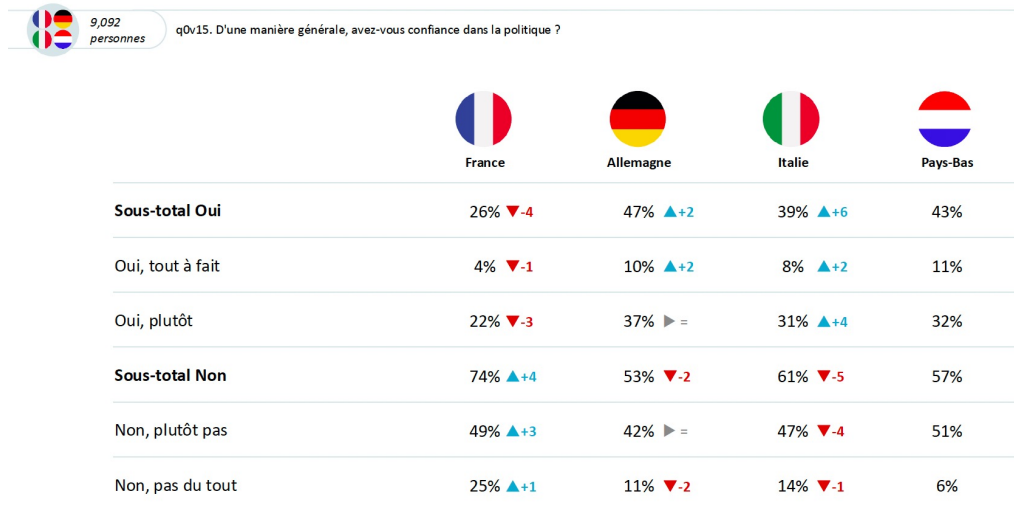
- Élections présidentielles en Roumanie en 2024 :
 - ✓ Calin Georgescu, candidat d'extrême-droite (pro-Poutine) est crédité de 1 à 2% dans les sondages. Il fait 23% au 1^{er} tour après une très intense campagne sur Tik Tok.
 - ✓ L'élection est annulée en raison de milliers de faux comptes sur Tik Tok favorables à Georgescu. La Cour constitutionnelle soupçonne une ingérence russe. Georgescu déclara avoir dépensé 0€ mais un prêt de 1 million € venant de l'étranger est détecté.
- Des soupçons voisins ont porté sur le référendum du Brexit, la législative allemande de 2016, la présidentielle américaine de 2020...
- La Chine possède une « water army » procédant massivement à de l'astroturfing, technique visant à inonder les réseaux de messages pour un candidat.
- Exemple en France : compte tweeter de Samuel Lefort (Zemmour) envoyant 24 fois la même pétition en 5 minutes sur des milliers de comptes.



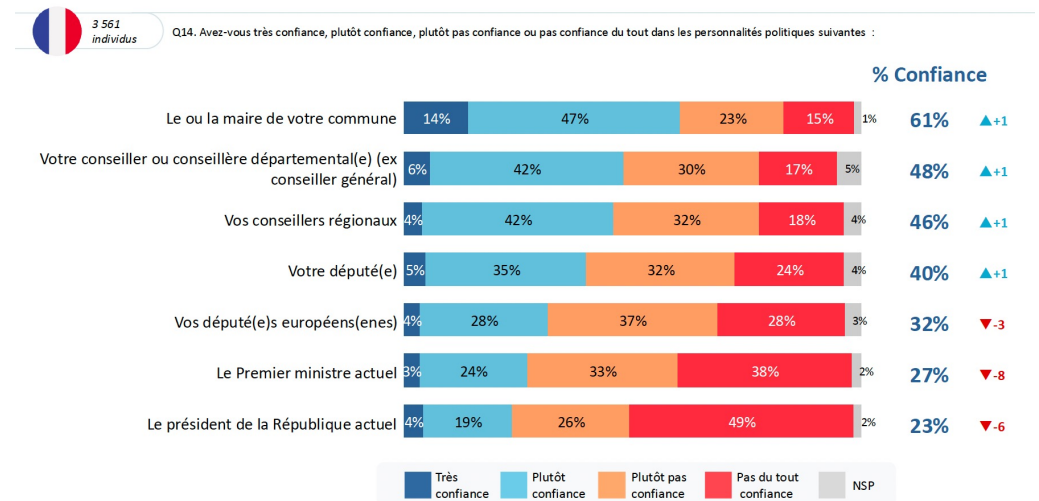
Les fragilités : les menaces internes

1 – La défiance à l'égard des institutions

La confiance dans la politique



Le niveau de confiance dans les personnalités politiques selon les fonctions



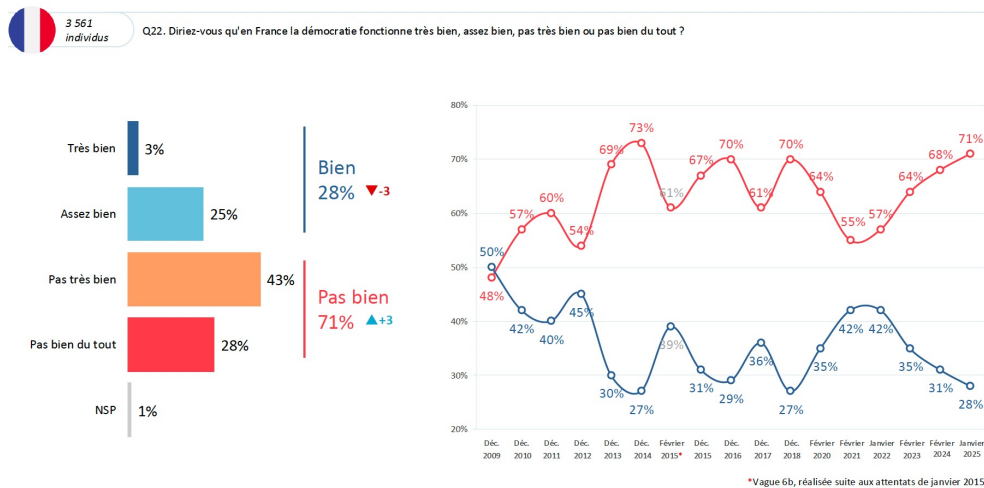
- En moyenne, 39% ont confiance dans la politique (mais 26% en France).
- En moyenne, 38% ont confiance dans les autres gens (mais 30% en France et 70% pensent qu'on n'est jamais trop prudent avec les autres gens!!!).

- 2/3 des français font confiance à leur maire mais moins de 1/3 font confiance au premier ministre ou au président.
- Les résultats sont similaires en Italie, aux Pays-Bas et un peu meilleurs en Allemagne.

Les fragilités : les menaces internes

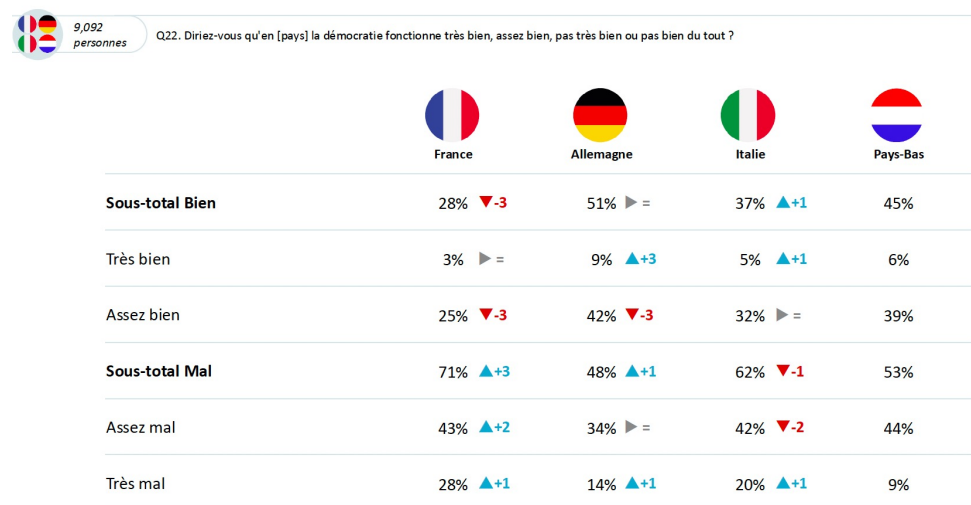
1 – La défiance à l'égard des institutions

Le fonctionnement de la démocratie en France



- Une dégradation spectaculaire : 48% étaient insatisfaits de la démocratie française en 2008 contre 71% en 2024.
- Mais on n'a jamais fait mieux que 50-50% depuis qu'on le mesure...

Le fonctionnement de la démocratie

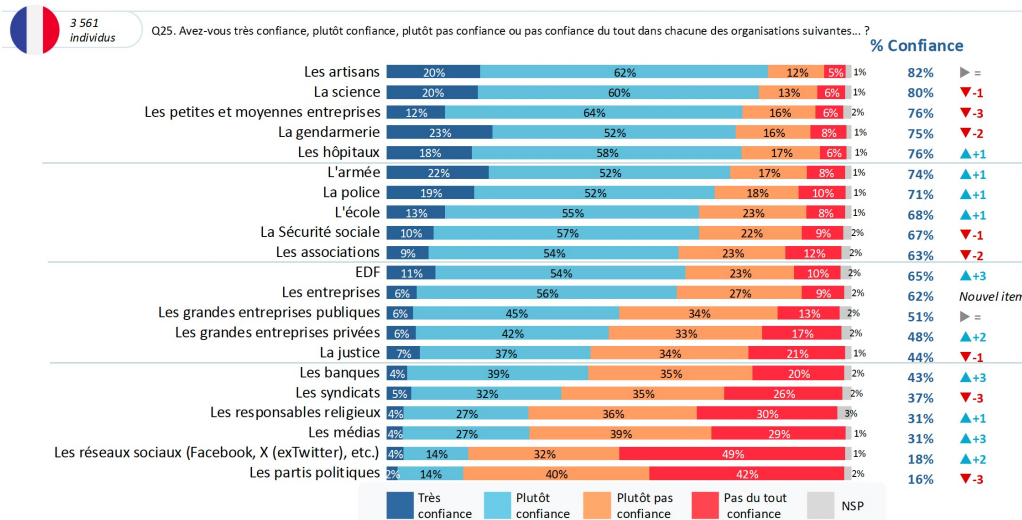


- Les insatisfaits sont majoritaires en Italie, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni... L'Allemagne a un profil plus équilibré.
- La France a une situation particulièrement détériorée.

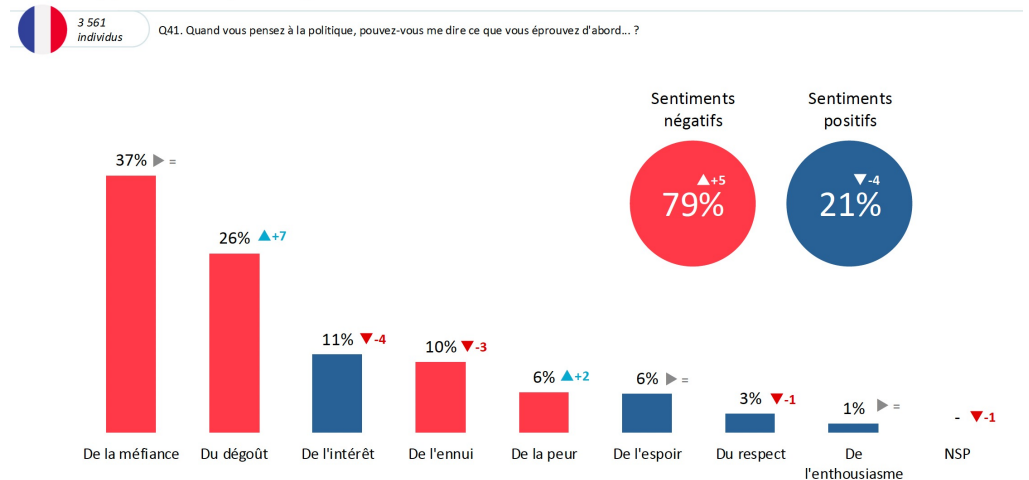
Les fragilités : les menaces internes

1 – La défiance à l'égard des institutions

Le niveau de confiance dans certaines organisations



Le rapport à la politique



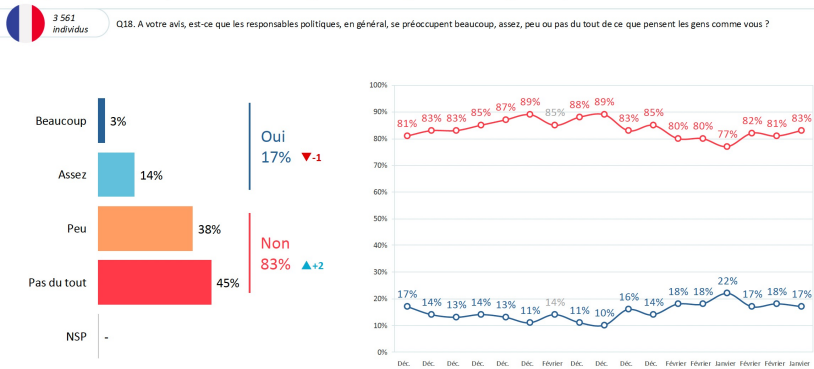
- La confiance dans « médiations sociales et politiques » est très faible : médias, syndicats, réseaux sociaux, partis politiques...
- La situation est très proche dans les démocraties voisines (Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Allemagne...)

- 79% des français ont un sentiment négatif à l'égard de la politique. Ce sentiment s'est toujours situé haut (même s'il atteint des sommets en France aujourd'hui). Il était de 76% en 2010.
- La situation est proche chez nos voisins avec 2/3 éprouvant ce sentiment.

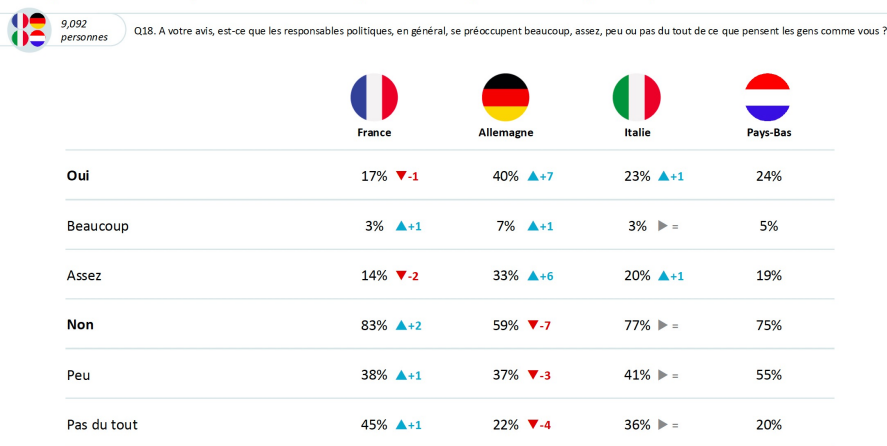
Les fragilités : les menaces internes

1 – La défiance à l'égard des institutions

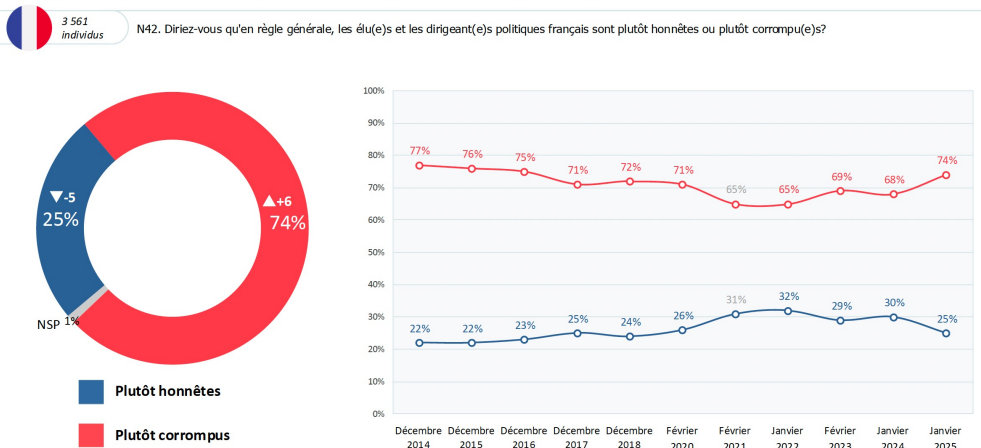
La prise en compte de son avis par les responsables politiques



La prise en compte de son avis par les responsables politiques



La perception de la probité du personnel politique



Deux explications instructives :

1. Les responsables politiques ne tiennent pas compte de « notre avis ». Sentiment très majoritaire en Europe même en Allemagne.
2. Les acteurs politiques seraient corrompus (majorité contraire aux Pays-Bas et en Allemagne).=> biais cognitif.

Les fragilités : les menaces internes

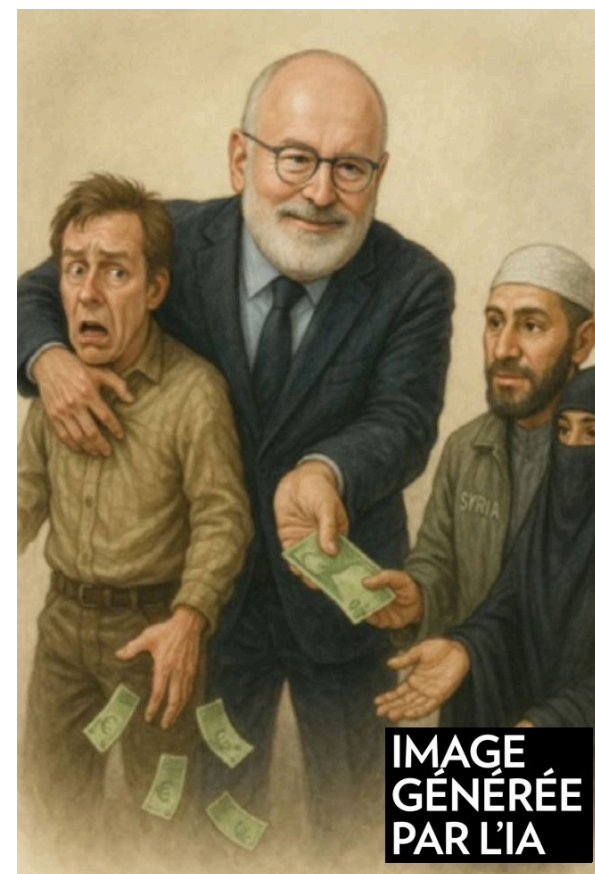
2 – La démocratie des crédules : information et biais cognitifs

- La démocratie suppose une information publique (partageable) de qualité :
 - L'information politique ne fait pas recette. Elle tend à se raréfier et se loger dans de l'*infotainment* (divertissement informatif) ;
 - Les médias ouvertement orientés idéologiquement se multiplient : Foxnews aux USA, le système Bolloré en France (Cnews, Europe1, Journal du Dimanche)... avec un impact très fort (Cnews, est la 1^{ère} chaîne d'information aujourd'hui).
 - Rôle grandissant des influenceurs sur les réseaux sociaux les extrêmes obtiennent un impact très grand.
- La constitution de bulles informationnelles :
 - Les sciences cognitives nous révèlent que les individus ont une rationalité limitée parce que nous sommes tous exposés à des « biais cognitifs » qui impactent notre manière de percevoir, de juger, de raisonner : biais d'attention, biais de négativité, d'ancrage, de confirmation, de représentativité...
 - Le travail de Gérard Bronner dans *La démocratie des crédules* [PUF, 2013] tire les conséquences de ces biais sur le terrain politique :
 - ✓ L'information de masse engendre une « surcharge cognitive » qui induit l'utilisation de raccourcis, de mécanismes simplificateurs à l'excès et des angoisses.
 - ✓ Les réseaux sociaux privilégient (via les algorithmes de recommandation) les contenus sensationnels, émotionnels et radicaux.
 - ✓ Les réseaux tendent à construire des communautés virtuelles partageant les mêmes informations, les mêmes émotions et réactions. Ce sont des bulles informationnelles et cognitives qui immunisent contre les contre-arguments et les positions adverses (biais d'attention et de confirmation).
- Les médias obéissent à une « économie de l'attention » qui vise à capter le plus souvent et le plus longtemps notre attention. Plus globalement, notre temps d'attention diminue avec le développement d'une culture du zapping de l'hypertexte... Cela dessert les traitements longs, argumentés faisant une place importante à la complexité du réel.
 - ✓ 40% des personnes abandonnent un site s'il met plus de 1 seconde à s'afficher.
 - ✓ L'attention moyenne d'un adulte est évaluée à 25mn avant de devoir faire une pause

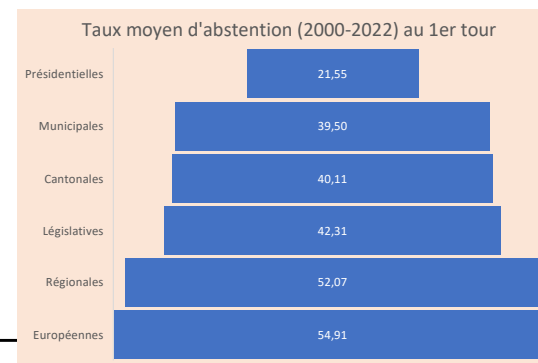
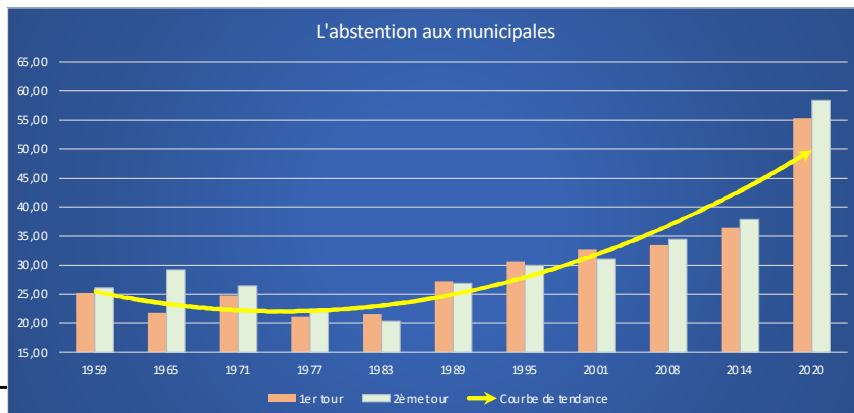
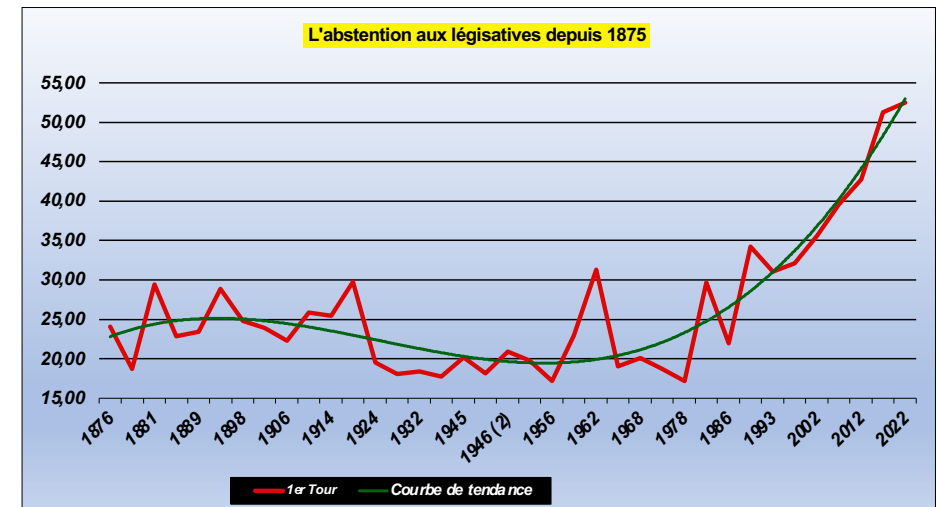
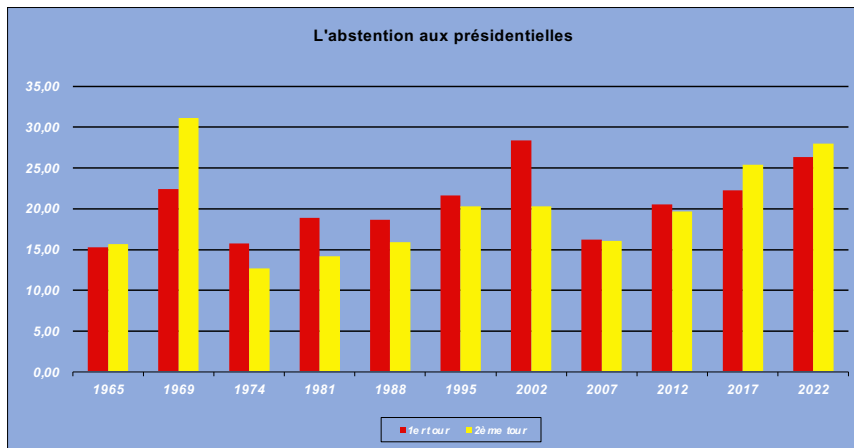
Les fragilités : les menaces internes

2 – La démocratie des crédules : information et biais cognitifs

- Élections présidentielles en Irlande (24 octobre 2025) :
 - Catherine Connolly (indépendante soutenue par les partis de gauche) a été élue avec 63,7% des voix mais 13% des bulletins étaient nuls ou blancs ;
 - Une vidéo « deepfake » a été diffusée montrant une fausse interview de C. Connolly par deux journalistes célèbres de la radio-tv irlandaise (RTE). Elle annonçait son renoncement à sa candidature... Le propos pouvait paraître crédible (studio, décor, interviewers...) et qu'un autre candidat avait déjà dû se désister pour des dettes non payées.
 - Cela a introduit une certaine confusion lors du scrutin. Une enquête est en cours y compris de la part de l'Union européenne.
- Élections législatives aux Pays-Bas (29 octobre 2025) :
 - Frans Timmermans (parti travailliste et écologiste) a fait l'objet d'une campagne de stigmatisation et de dénigrement par des « deepfake ». Ici une image fausse le montrant prenant de l'argent à un homme blanc pour le donner à un couple de musulmans. Une autre image le montre menoté entre deux policiers. Elles ont été faites et diffusées par deux députés du parti d'extrême-droite sur Facebook puis reprise par le journal *De Volkskrant*. Gert Wilders s'est excusé.
 - Timmermans a régulièrement été insulté dans la campagne – y compris par des électeurs. Un militant d'extrême-droite lui a craché à la figure.
 - L'autorité de protection des données a alerté fortement sur les dangers de demander un conseil de vote à l'intelligence artificielle via des chatbots. L'IA déforme le paysage politique en le limitant aux deux extrêmes. Dans 56% des demandes, il envoie vers le PVV (parti d'extrême droite).



Les menaces internes : l'abstention
















Evolution de l'abstention en Europe							
Pays	Années 1980		Années 2000		Années 2020		Evolution 1980-2020
	Législatives	Taux d'abstention	Législatives	Taux d'abstention	Législatives	Taux d'abstention	
Luxembourg*	1989	12,6	2004	8,3	2018	10,4	-2,2
Belgique*	1987	6,6	2007	2,8	2019	9,9	3,3
Danemark	1988	16,0	2007	13,5	2019	15,5	-0,5
Italie	1987	11,1	2006	16,4	2018	27,4	16,3
Autriche	1986	9,5	2006	25,8	2019	24,4	14,9
Suède	1985	10,1	2006	19,6	2018	12,8	2,7
Pays-Bas	1986	14,2	2006	19,9	2021	20,7	6,5
Allemagne	1983	10,9	2005	22,3	2021	23,4	12,5
Grèce	1989	15,5	2007	25,9	2019	42,1	26,6
Espagne	1989	30,0	2004	22,8	2019	33,8	3,8
Finlande	1987	27,9	2007	32,1	2007	32,1	4,2
France	1986	22,0	2007	39,5	2017	51,3	29,3
Portugal	1987	27,4	2005	35,7	2022	48,6	21,2
Irlande	1987	26,7	2007	32,7	2020	37,1	10,4
Moyenne		17,2		22,7		27,8	10,6

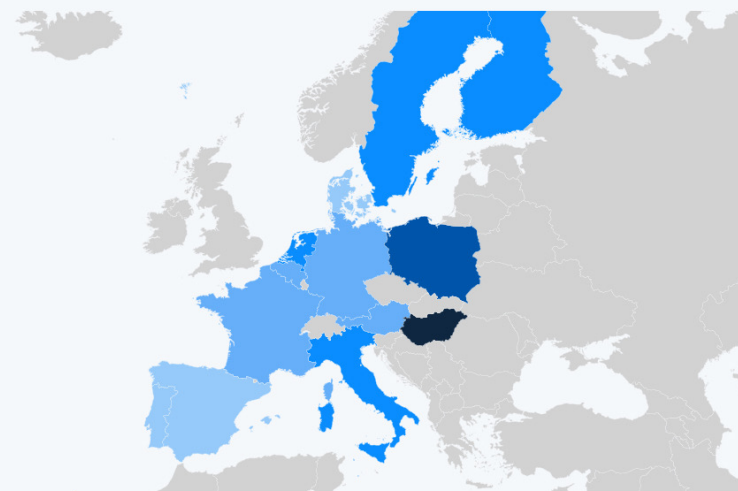
Les menaces internes: le vote protestataire

- La droite populiste est au pouvoir en Hongrie (Orban), en Finlande, en Suède, en Italie (Mélonie), en Tchéquie (Babis), en Slovaquie (Fico) ;
- Elle est le 1^{er} parti politique du pays en Pologne, en France, aux Pays-Bas, en Autriche, en Belgique.
- La gauche populiste obtient aussi des scores importants dans plusieurs pays : Die Linke en Allemagne (+ Sarah Wagenknecht), LFI en France, PTB en Belgique...
- Les partis de gouvernements refluent et singulièrement à gauche. En 2013, 13 gouvernements de centre gauche dans l'Europe des 27 contre 6 seulement en 2023 (l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, Malte, le Portugal et la Slovénie). Le recul de la social-démocratie est spectaculaire en Europe du Nord : Suède, Finlande, Danemark, Pays-Bas.

L'extrême droite gagne du terrain en Europe

Part des sièges occupés par le principal parti d'extrême droite* au parlement national d'une sélection de pays de l'UE

	59 %	Fidesz
	35 %	PiS
	30 %	Fdi
	23 %	PVV
	23 %	PS
	21 %	SD
	16 %	FPÖ
	15 %	RN
	12 %	VB
	11 %	AfD
	9 %	Vox
	5 %	Chega
	4 %	DF



En date du 23 novembre 2023. Projection préliminaire pour les Pays-Bas.

* Partis s'appuyant sur un nationalisme et un conservatisme social très marqués. Certains partis font partie d'une coalition plus large.

Sources : parlements respectifs, YouTrend, recherches Statista

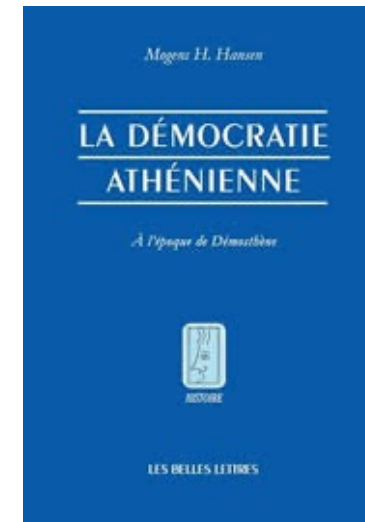


II – La démocratie est résiliente et à rénover

La démocratie est un idéal politique

L'idéal de la démocratie antique

- La démocratie n'implique pas une série d'arrangements institutionnels précis. **Elle est d'abord un idéal politique** ordonné par des valeurs. L'historien danois Mogens Hansen l'a analysé en profondeur. Cet idéal comprend :
 - La liberté qui est à la fois « la liberté de vivre comme l'on veut » et la liberté de participer au système politique ;
 - L'égalité est purement politique et se limite à l'égalité des chances dans la prise de parole au sein des assemblées (*iségoria*). La démocratie n'implique, en elle-même, aucune égalité économique ou sociale.
 - La participation traduit une reconnaissance de chacun et un principe rotatif tourné contre la politique comme profession. Chacun doit pouvoir expérimenter le fait d'être « tour à tour gouvernant et gouverné ».
- La démocratie se traduit par deux fonctions cardinales pour le citoyen : une fonction d'orientation des grands choix de la société (qu'il s'agit d'autoriser) et une fonction de contrôle de ces choix et des gouvernants.
- De très nombreux outils sont susceptibles de traduire ces fonctions, de les mettre en œuvre. L'histoire de la démocratie athénienne nous livre au moins 3 séries d'agencements institutionnels très différents : la démocratie modérée (507-462 av JC) de Clisthène ; la démocratie radicale (462-411 av JC) de Périclès ; la démocratie réformée (403-322 av JC) de Démosthène.

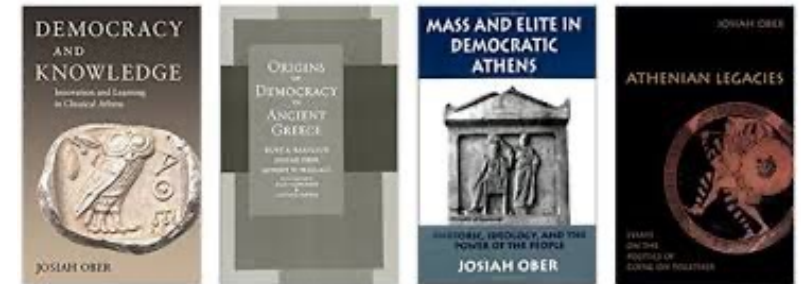


Mogens Hansen (1940-2024)

La démocratie est un idéal politique

L'apport des travaux historiques

- Adresse de Gettysburg (Abraham Lincoln en 1863) : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Repris par la constitution française de 1958 (art. 2) mais :
 - Contexte de la guerre de Sécession
 - Discours rassembleur, unitaire mais très vague et flou.
 - Ces formes ne sont pas compatibles entre elles.
- Le sens de *kratos* dans la « démocratie » :
 - A l'origine, *kratos* désigne « porter, lever, supporter » avant ensuite de désigner la force. Plus tard, le mot a pris le sens de puissance, de régner sur, être maître de ...
 - Josiah Ober évoque l'idée d'un « empowered *demos* » c'est-à-dire d'un peuple qui habilite, autorise. Sous cet angle, la démocratie lui apparaît comme « un régime dans lequel le *demos* a une capacité collective à produire des changements effectifs dans le domaine public » .
 - Le passage de l'*arche* au *kratos* renvoie à la transformation de la parole : la politique reposait sur la parole rituelle du gouvernant (*arche*) ; désormais elle va reposer sur le débat, la discussion, la contradiction (*kratos*).
- Les grecs recourent à plusieurs mécanismes comme le tirage au sort et la participation directe. Ils acceptent l'élection pour certains postes (les stratèges qui commandent l'armée) mais ce mécanisme n'est pas démocratique à leurs yeux (voir les travaux de Bernard Manin).



Quelques livres de Josiah Ober



Bernard Manin (1951-2024)

Le triomphe de l'élection

L'instauration d'un espace public de délibération

- L'instauration d'un espace public centré sur la délibération : Travaux de Jürgen Habermas.
 - Au XVIII^{ème} siècle émerge le modèle du salon (café parisien, coffee shop londonien) : une bourgeoisie éclairée y vient discuter des œuvres et se forge un « jugement public ». Cette « opinion publique » naissante concurrence l'opinion du pouvoir (la censure).
 - Progressivement, le salon devient le lien d'un espace public politique et non plus littéraire. On y discute les réformes à faire.
 - Le Parlement – consacré par les révolutions française et américaine – institutionnalise ce modèle de la discussion publique ou se forme la légitimité.
- L'élection a été durablement comprise comme étant « aristocratique » et non pas démocratique. Les travaux de Bernard Manin sont ici centraux :
 - Avec le développement des États modernes, le principe d'être tour à tour « gouvernante et gouverné » est abandonné. La participation du peuple est désormais comprise comme une exigence de consentement rationnel à l'exercice du pouvoir.
 - A partir du XVIII^{ème} siècle, l'élection est comprise comme l'outil permettant l'instauration du consentement populaire. Elle est rattachée à l'idée de « gouvernement représentatif » que les révolutionnaires français et américains opposent nettement à la démocratie.
 - L'association étroite entre démocratie et élection ne s'opère qu'au cours du XIX^{ème} siècle en particulier avec la revendication au suffrage universel et les révolutions de 1848.



Le Procope, 1^{er} café parisien créé en 1686



Le Parlement (ici, italien)

L'évolution de la démocratie représentative

Les principes de la démocratie représentative

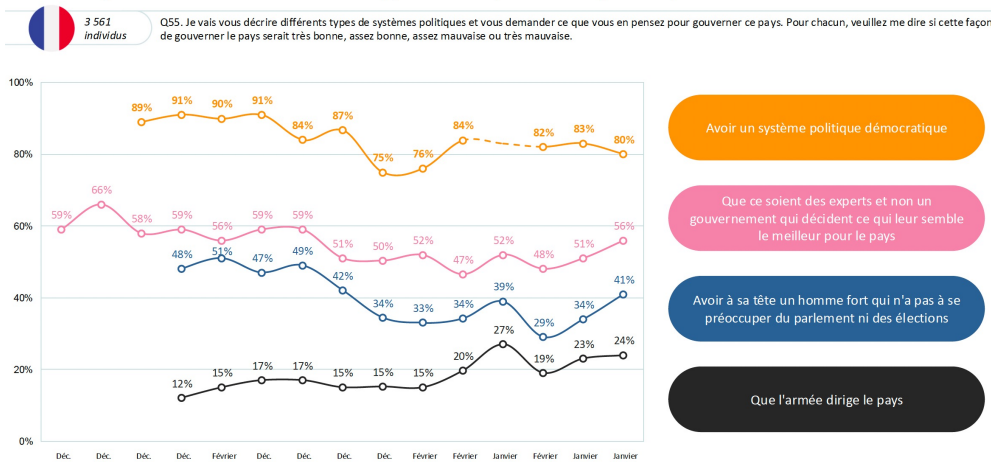
- Premièrement, l'existence d'une marge **d'indépendance des gouvernants par rapport aux électeurs** ce qui implique le refus des mandats impératifs et de la révocabilité permanente des élus
- Deuxièmement, l'affirmation de la **liberté d'opinion publique** qui comprend d'un côté, la liberté d'information (avec le principe de publicité ou l'impératif de rendre public les décisions politiques) et d'un autre côté, la liberté d'expression de ses opinions ;
- Troisièmement, **l'élection sans cesse renouvelée** des gouvernants permettant aux citoyens d'avoir un jugement rétrospectif et un jugement prospectif ;
- Enfin, quatrièmement, **l'épreuve de la discussion** pour toute décision qui implique qu'une instance soit spécialement dédiée à l'examen des solutions et à la confrontation des points de vue (par exemple, le parlement).

Les mutations de la démocratie représentative

Principes / Formes	Démocratie parlementaire	Démocratie de partis	Démocratie du public
Élections des gouvernants	<ul style="list-style-type: none">• Choix d'une personne de confiance• Expression des liens locaux• Notable	<ul style="list-style-type: none">• Fidélité à un parti• Expression d'une appartenance de classe• Militant / Homme d'appareil	<ul style="list-style-type: none">• Choix d'une personne de confiance• Réponse à l'offre électorale• Expert en communication
Indépendance relative des gouvernants	Le député vote selon sa conscience	Les dirigeants fixent les priorités au sein du parti	Élection sur la base d'une image construite
Liberté de l'opinion publique	<ul style="list-style-type: none">• Non-coïncidence entre l'opinion publique et l'expression électorale• La voix du peuple « aux portes du parlement »	<ul style="list-style-type: none">• Coïncidence entre l'opinion publique et l'expression électorale• Parti de gouvernement versus parti d'opposition	<ul style="list-style-type: none">• Non-coïncidence entre l'opinion publique et l'expression électorale• Sondages d'opinion
L'épreuve de la discussion	<ul style="list-style-type: none">• Parlement	<ul style="list-style-type: none">• Discussion au sein du parti• Négociation entre partis• Néo-corporatisme	<ul style="list-style-type: none">• Négociation entre le gouvernement et les groupes d'intérêt• Discussion dans les médias / électeur flottant

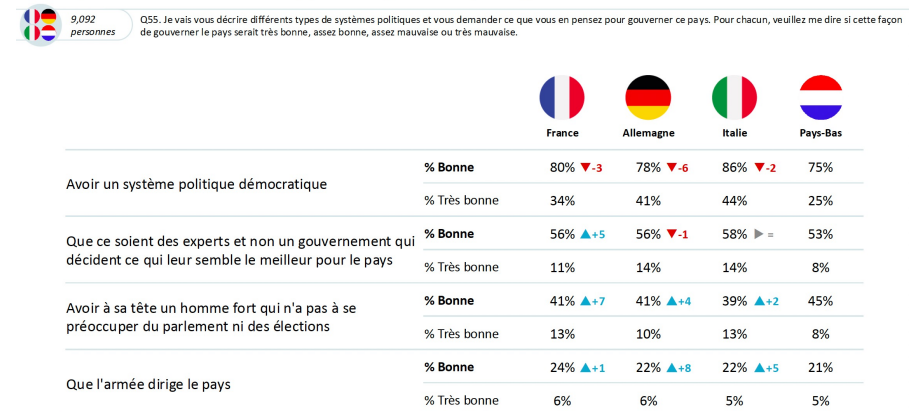
Le soutien au système démocratique

Les opinions sur différents types de systèmes politiques



L'opinion sur les systèmes politiques en Europe

Les opinions sur différents types de systèmes politiques



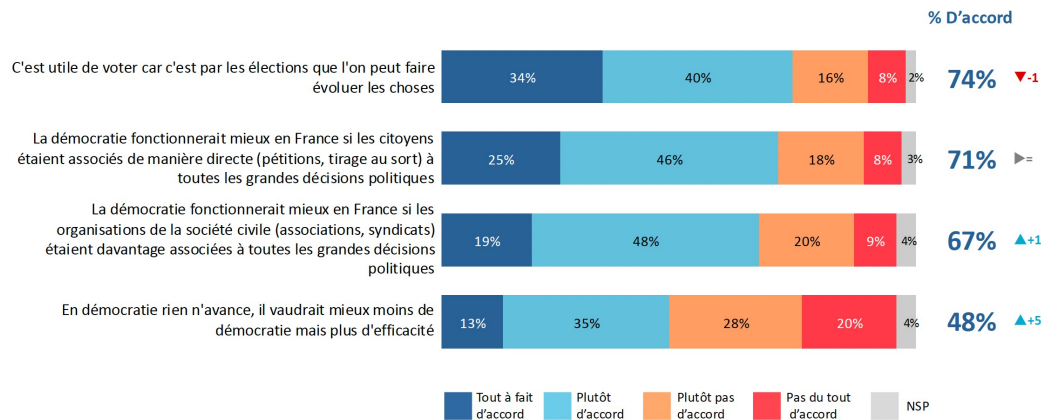
- La démocratie comme idée est plébiscitée dans toutes les sociétés. Les idéaux démocratiques (liberté, égalité, participation...) sont très fortement soutenus. Plus de $\frac{3}{4}$ des citoyens soutiennent ce système politique (80% en France). Ce soutien est stable dans la durée.
- Il existe donc un paradoxe démocratique : la population plébiscite l'idéal, le système politique mais conteste ses réalisations pratiques (assemblée, députés, partis politiques...).
- Les autres régimes sont loin derrière : le gouvernement des experts a le soutien d'une moitié des citoyens ; 40% en moyenne pour le recours à « un homme fort » et moins de $\frac{1}{4}$ soutiennent le recours à l'armée.

Le soutien au système démocratique

L'utilité de la démocratie représentative

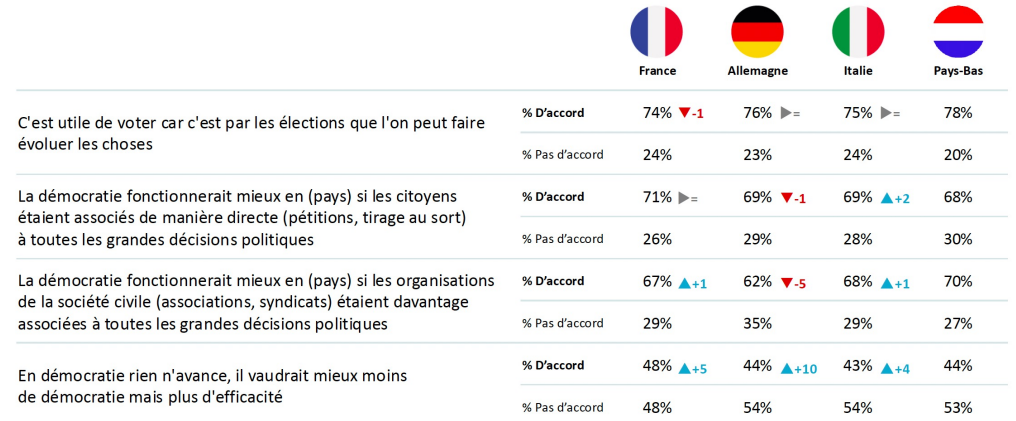
L'opinion sur le système politique démocratique

3 561 individus Q56. Certaines opinions sont parfois exprimées au sujet du système politique démocratique. Veuillez me dire, à chaque fois, si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.



L'opinion sur le système politique démocratique

9,092 personnes Q56. Certaines opinions sont parfois exprimées au sujet du système politique démocratique. Veuillez me dire, à chaque fois, si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.



- L'utilité du vote est nette : $\frac{3}{4}$ soutiennent que le vote est l'outil pour changer les choses.
- Plus de $\frac{2}{3}$ des citoyens en Europe appellent à améliorer la démocratie représentative existante en utilisant des mécanismes participatifs et en associant plus la société civile (associations, syndicats...). C'est la même chose en France qui n'est pas différente de ses voisins.
- L'insatisfaction sur les politiques produites (inégalités, trop reconnaissance de chacun...) est forte mais elle n'induit pas la mise en cause de la démocratie représentative.

L'exigence de rénovation de la démocratie

Consolider la démocratie représentative

- De très nombreux outils sont susceptibles de traduire ces fonctions, de les mettre en œuvre. Ces outils sont expérimentés un peu partout avec une grande inventivité. Ils sont aussi étudiés si bien qu'il existe aujourd'hui ce que l'on peut appeler une « ingénierie démocratique ». Celle-ci a connaître les avantages et les inconvénients de chaque outil, d'en posséder les « conditions de possibilité ». Aucun outil n'est miraculeux en soi ; chacun possède une force adaptée à un type de problème ou de configuration.
- Ces outils ne doivent pas être utilisés pour court-circuiter l'élection et la représentation mais ils peuvent être utilisés comme complément utile à son service. La raison fondamentale de ce choix est que seule l'élection est capable de mobiliser un corps social très vaste et très divers (y compris ceux qui sont très distants de la politique). Sur 68 millions de français, le corps électoral est de 48 millions et l'élection présidentielle mobilise près de 40 millions de citoyens : aucun autre outil ne peut réaliser cette performance.
- La démocratie suppose une éducation à la démocratie qui ne passe pas par des enseignements du type « civisme » mais par des pratiques, des exercices d'autoévaluation et d'auto-positionnement... (apprendre à se décentrer, à évaluer la qualité d'un discours, des arguments...)

Mobiliser la démocratie délibérative et participative

Les outils démocratiques sont souvent classés en deux rubriques distinctes.

- La démocratie délibérative : L'OCDE dans son rapport de 2020 sur le sujet recense 32 outils principaux qu'elle compare. Les principes sont largement communs :
 - Il s'agit de constituer un « mini-public » par tirage au sort de manière à privilégier un avis de non-professionnel de la politique sur un sujet.
 - Ces citoyens sont informés en détail du sujet puis confrontés aux différents experts du sujet (qu'ils questionnent).
 - Ils procèdent ensuite à une délibération en petit groupe pour parvenir à des recommandations communes.
 - Cet avis est envoyé au Parlement qui est saisi automatiquement. Il peut valider et transcrire, amender ou refuser mais en argumentant.
- La démocratie participative : beaucoup de dispositifs qui implique une implication plus large à travers des mécanismes de consultation, de proposition ou de décision.
 - Consultation : mécanisme de pétition et ou d'alerte
 - Proposition : plateforme d'amendement en ligne (Irlande, Ecosse, loi sur la République numérique)
 - Décision : jury d'assise, référendums, « recall »...

Rénover les partis politiques

Les constats

- La forme des partis est aujourd'hui désuète. Les nouveaux partis sont baptisés par R. Lefebvre comme des « partis-mouvements » qui rejettent les partis bureaucratiques précédents : LFI et LREM en sont des exemples caractéristiques. Le parti se veut une structure souple jouant sur l'horizontalité de la participation et l'inclusion pour prendre en compte le développement de « l'engagement intermittent ». Mais ils sont aussi des structures extrêmement verticales (pas de congrès, pas de vote d'orientation, pas d'élection des responsables qui sont désignés d'en haut). Ce sont d'abord des machines électorales au service d'un candidat qui joue le rôle de tribunicien et de coagulateur incarnant l'unité avec un staff considérable de communicants.
- Ces partis présentent de grandes fragilités :
 - ✓ Ils peinent à s'institutionnaliser en raison d'un lien intime très fort à un candidat ;
 - ✓ Ils n'ont quasiment aucun ancrage local et peu de forces agissantes sur le terrain (d'où des scores très faibles aux municipales et même aux législatives au regard de leurs scores présidentiels).
 - ✓ Ils n'ont aucune démocratie interne réelle ;
 - ✓ Au regard des 3 fonctions de base d'un parti (sélection des dirigeants et candidats, socialisation à la politique, construction d'une orientation programmatique), ils n'opèrent pas la fonction de socialisation et ils externalisent beaucoup la construction des programmes (auprès de Think tanks ou de groupes restreints).

Les pistes

- Dans une démocratie, les médiations entre les individus et l'État sont centrales. La crise des partis est celle qui frappe toutes les médiations instituées (médias, syndicats...) qui toutes sont à la recherche d'une nouvelle forme :
 - ✓ Les partis doivent se doter d'une « vision du monde » et pas seulement d'un catalogue de mesures sectorielles et catégorielles. Les partis doivent mieux prendre en charge les préoccupations des classes populaires. Celles-ci ont été totalement délaissées par les partis classiques à l'exception du RN (qui est le 1^{er} parti populaire depuis 1995 après le « parti de l'abstention »).
 - ✓ Les partis doivent prendre en compte les nouvelles formes de l'engagement qui sont plus ponctuelles et conjoncturelles. Mais il faut équilibrer cet élément avec les « militants plus classiques ». Il faut des rétributions (fussent symboliques) à la participation.
 - ✓ La démocratie interne des partis doit être revisitée et cela ne passe pas seulement par des votes (outils délibératifs, participatifs via le numérique notamment et mécanismes de démocratie directe).
 - ✓ Les partis doivent être plus ouverts aux différents acteurs de la société civile (à leur contribution) dont ils se sont largement coupés.

Rééquilibrer la Vème République

Les spécificités françaises problématiques

- Le présidentielisme du régime s'est progressivement accentué au point de transformer les fonctions de premier ministre et de ministres en de simples « commis du Président ». Une majorité politique est désormais monolithique et agit (en temps normal) comme un rouleau compresseur.
- Le « parlementarisme rationalisé » est exacerbé et doit être revu :
 - ✓ L'exécutif contrôle l'ordre du jour, peut proclamer l'urgence (aisément) et limiter les temps de discussion, peut empêcher les amendements (s'ils impliquent une dépense). De facto, il a le contrôle total sur le Parlement ce qui est, en soi, un problème. L'évaluation de l'action publique est très faible en France de même que le contrôle du gouvernement.
 - ✓ La France est dotée de dispositifs constitutionnels qui n'existent dans aucune démocratie : les pouvoirs de crise de l'article 16, l'adoption d'un texte sans vote (art. 49-3) ; le système des ordonnances (qui remonte à la monarchie) est peu contrôlé.
 - ✓ Le Sénat est une institution qui doit être repensée tant il est décalé de la société réelle
- ✓ Le juge constitutionnel français n'est pas la hauteur. La comparaison avec le tribunal constitutionnel de Karlsruhe est terrible tant sur le plan de la composition que des missions de l'institution (en Allemagne, le juge doit en permanence améliorer la démocratie qui est un objectif à valeur constitutionnel).

Les pistes de rénovation

- La Vème République a besoin de se déverrouiller et de faire une plus grande place à la culture de la discussion :
 - ✓ Le Parlement doit retrouver une capacité à dialoguer ce qui suppose de corriger le « parlementarisme rationalisé » : réouvrir le droit d'amendement, maîtriser son ordre du jour tout en garantissant une place aux projets de l'exécutif, limiter le recours aux procédures d'urgence.
 - ✓ Améliorer le contrôle du Parlement sur l'action publique (se doter d'une structure dédiée), sur le suivi des textes, sur les décisions européennes, sur les nominations de l'exécutif...
 - ✓ Assurer un dialogue plus nourri avec la société civile et donner une publicité plus grande à ces moments de discussion ;
 - ✓ Doter l'opposition d'un statut digne de ce nom y compris à l'échelle des collectivités locales.
 - ✓ Instaurer un authentique juge constitutionnel (composé avec des juristes) et doté d'un objectif de consolidation de la démocratie.
 - ✓ Autoriser une initiative populaire des lois comme cela existe en Italie (pétition recueillant un nombre minimal de signatures de citoyens)
 - ✓ Utiliser la démocratie numérique dans ces deux fonctions qui marchent : la fonction de contrôle et la fonction d'amendement collectif (ex : loi sur la République numérique).

Conclusion

« Ne nous trompons pas : le gouvernement, le parlement et le président, si excellents soient-ils, ne peuvent pas faire beaucoup s'ils sont seuls. La liberté et la démocratie signifient la participation active, et de ce fait, la coresponsabilité de tous ».

Vaclav Havel,

Discours à la nation tchécoslovaque, 1^{er} janvier 1990.



Bibliographie

- **Les données d'enquête**

CEVIPOF-Opinion Way, *Baromètre de la confiance politique*, 2009 à 2025 (disponible en ligne : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/barometre-confiance-politique/>)

- **Livres**

BLONDIAUX (Loïc), *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2008.

BRACONNIER (Cécile), DORMAGEN (Jean-Yves), *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.

BRONNER (Gérald), *La démocratie des crédules*, Paris, PUF, 2013.

CARDON (Dominique), *La démocratie internet. Promesses et limites*, Paris, Le Seuil, 2010.

DUPUI-DÉRI (Francis), *Démocratie. Histoire politique d'un mot aux Etats-Unis et en France*, Lux, coll. « Humanités », 2013.

HABERMAS (Jürgen), *L'espace public*, Paris, Payot, 1988.

HANSEN (Mogens), *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

MANIN (Bernard), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 (existe aussi en poche chez Garnier-Flammarion).

MOUNK (Yascha), *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Ed. de l'Observatoire, 2018.

NORRIS (Pippa) (ed), *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford University Press, 1999.

OBER (Josiah), *Mass and Elite in Democratic Athens: Rhetoric, Ideology, and the Power of the People*, Princeton: Princeton University Press, 1989.

ROSANVALLON (Pierre), *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil, 2006.

ROUBAN (Luc), *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, La Documentation française, coll. « Place au débat », 2018.

IN

U